

L'hon. John C. Munro (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas décidé ce qu'il ferait du rapport. De fait, comme nous ne l'avons pas encore reçu, nous n'avons pas eu à nous décider. Quoi qu'il en soit, la suggestion devrait être étudiée.

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question supplémentaire. Le ministre a-t-il reçu le premier rapport de la Commission LeDain?

L'hon. M. Munro: Non, monsieur l'Orateur.

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

L'ÉDUCATION—LES CONDITIONS DE LA SUBVENTION OFFERTE AU QUÉBEC RELATIVEMENT AUX ÉCOLES TECHNIQUES

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant.

Le gouvernement fédéral a-t-il reçu une réponse officielle de la part du gouvernement de la province de Québec, relativement aux conditions imposées par l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, au sujet des subventions de l'ordre de 12 millions de dollars offertes au gouvernement du Québec en ce qui a trait aux écoles techniques?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je devrai me renseigner.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE DROIT DES PROVINCES DE SIGNER DES ENTENTES CULTURELLES AVEC DES PAYS FRANCOPHONES

[Français]

L'hon. Théogène Ricard (Saint-Hyacinthe): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire à celles posées par les honorables députés de Charlevoix et de Sainte-Marie relativement aux ententes conclues entre les provinces et les pays étrangers.

L'honorable ministre voudrait-il donner l'assurance à la Chambre que des ententes n'ont jamais été conclues entre une province quelconque, autre que le Québec, et des pays étrangers?

[Traduction]

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux affaires extérieures): Oui monsieur l'Orateur. Je ne crois pas qu'on puisse trouver de traités ou d'ententes internationales signés entre une province du Canada et un pays étranger.

[M. Mather.]

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire, pour fin de clarification, à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

J'aimerais lui demander s'il estime que les provinces ont le droit, sans l'accord d'Ottawa, de conclure des ententes culturelles avec d'autres pays?

M. l'Orateur: L'honorable ministre a répondu à une question semblable, il y a un instant, après que j'eus suggéré que la question n'était pas recevable. Il me semble que l'honorable député invite de nouveau le ministre à exprimer une opinion. Dans ce sens, la question ne devrait pas être posée.

M. Valade: Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

J'aimerais obtenir des éclaircissements en demandant à l'honorable ministre s'il est d'avis que seul le gouvernement fédéral peut signer des accords culturels ou si les gouvernements provinciaux peuvent, sans l'accord du gouvernement fédéral, signer des accords de cette nature?

[Traduction]

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, il semble bien établi dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique que les relations extérieures sont la responsabilité totale du gouvernement fédéral dans tous les domaines.

[Français]

L'hon. Martial Asselin (Charlevoix): Je désire poser une question supplémentaire à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le ministre ne reconnaît-il plus les ententes protocolaires intervenues en 1964 avec le premier ministre de l'époque, l'honorable Jean Lesage, qui permettaient au Québec de conclure des ententes avec des pays étrangers dans le domaine de la culture et de l'éducation?

M. l'Orateur: Nous en sommes maintenant au stade du débat. La question n'est pas recevable.

LA POLLUTION

L'AIR—LA PRÉSENTATION D'UN PROJET DE LOI AVANT LE CONGÉ D'ÉTÉ

[Traduction]

M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova): Ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Compte tenu des propos récents du ministre sur la pollution, est-il disposé à s'engager fermement devant la Chambre à déposer son projet de loi sur la pureté de l'air avant le congé d'été?